



HARVARD
HUMANITARIAN
INITIATIVE



Sondages Consolidation de la Paix et Reconstruction

Est de la République Démocratique du Congo

Rapport 5, Janvier 2016

(Données de Décembre 2015)

Par Patrick Vinck, Phuong Pham, Tino Kreuzer

Contenu:

- p3. BURUNDI - L'insécurité et les violences touchent la sécurité et l'économie à Uvira
- p5. INSÉCURITÉ - Le sentiment d'insécurité reste fort dans les villes de Goma, Beni, malgré une amélioration globale
- p7. ARMES - La présence d'armes à feu pour des raisons de protection est associée à l'insécurité et le manque de confiance dans la police
- p8. ANALYSE DÉTAILLÉE – Les efforts de lutte contre les violences sexuelles sont perçus positivement, mais restent relativement méconnus
- p14. INDICATEURS CLÉS GLOBAUX

À propos du sondage

Les résultats sont basés sur 3,825 entretiens menés en Décembre 2015 avec des adultes aléatoirement sélectionnés dans les villes et territoires suivants :

Province / District	Territoire / Ville	Echantillon
Nord-Kivu	Ville de Goma	221
	Ville de Beni	292
	Ville de Butembo	301
	Lubero	216
	Masisi	240
Sud-Kivu	Rutshuru	219
	Ville de Bukavu	274
	Idjwi	216
	Mwenga	212
	Shabunda	216
	Uvira	235
Ituri	Ville d'Uvira	304
	Ville de Bunia	290
	Aru	180
	Irumu	192
	Mahagi	217
TOTAL		3,825

(Marge d'erreur de ± 5 points de pourcentage au niveau de confiance de 95%.)

Pour plus de détails, visitez

www.peacebuildingdata.org/drc

ou contactez info@peacebuilding.org

À propos du projet

Ce sondage est le cinquième d'une série d'enquêtes menées pour fournir des données et analyses fiables sur la paix, la sécurité, la justice et la reconstruction en

République Démocratique du Congo.

Le projet est une initiative conjointe de la Harvard Humanitarian Initiative (HHI) et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), en collaboration avec la MONUSCO Affaires civiles. HHI est responsable de la collecte des données, de l'analyse indépendante des données, et de la rédaction des rapports, en collaboration avec l'Université Libre des Pays des Grands Lacs, Université Catholique de Bukavu et Université de Bunia.

Publications :

- *Rapport 5, Janvier 2016*
- *Rapport 4, Novembre 2015*
- *Rapport 3, Août 2015*
- *Rapport 2, Juin 2015*
- *Rapport 1, Mars 2015*
- *Etude de base, Mai 2014 (Données de Décembre 2013)*



PeacebuildingData.org

A project of



HARVARD
HUMANITARIAN
INITIATIVE



BRIGHAM AND
WOMEN'S HOSPITAL



MONUSCO



Au service
des peuples
et des nations

In collaboration with



With support from

Canada

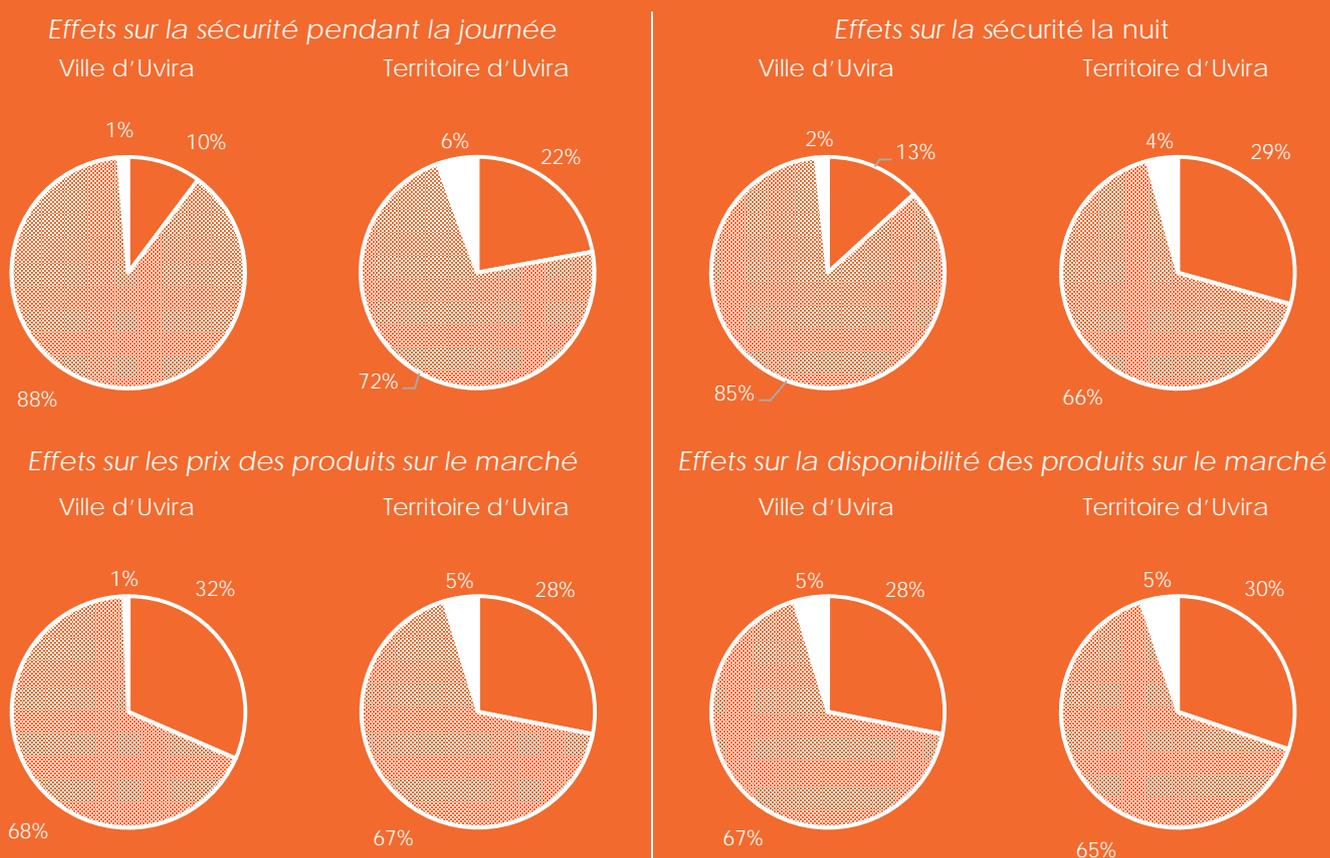


BURUNDI - L'insécurité et les violences touchent la sécurité et l'économie dans l'Est du Congo

La crise politique et sécuritaire au Burundi a entraîné le déplacement de près de 20,000 Burundais au Sud-Kivu, principalement dans la région d'Uvira. Des rebelles burundais seraient également présents sur le territoire congolais. La crise burundaise est donc perçue comme une source potentielle d'insécurité pour l'Est du Congo. Dans le territoire d'Uvira, près d'une personne sur trois (29%) pense que la crise burundaise a eu un effet négatif sur la sécurité la nuit, et plus d'une personne sur cinq (22%) soutient que la crise burundaise a eu un effet sur la sécurité la journée. Le pourcentage de personnes pensant que la crise a eu un effet négatif sur la sécurité est plus faible dans la ville d'Uvira. Par contre l'impact économique de la crise y est fortement ressenti. Entre un quart et un tiers des répondants dans la ville d'Uvira pense que la crise affecte négativement la disponibilité des produits (28%) et leurs prix (32%). Le pourcentage est similaire pour le territoire d'Uvira (30% et 28% jugent un effet négatif sur la disponibilité des produits et leurs prix, respectivement).

Effets de la crise burundaise

■ Effet négatif ■ Aucun effet ■ Autre réponse



Données de Décembre 2015

La perception des effets de la crise au Burundi sur la sécurité et son impact économique varie en fonction du genre des personnes interrogées. Sur l'ensemble d'Uvira (ville et territoire), le sentiment d'être en sécurité dans les activités quotidiennes est plus fréquent parmi les femmes (75%) que parmi les hommes (64%). La nuit, 71% des femmes disent marcher seul en sécurité contre seulement 49% des

hommes. Ces résultats sont différents des tendances provinciales où les femmes se sentent généralement moins en sécurité que les hommes la nuit.

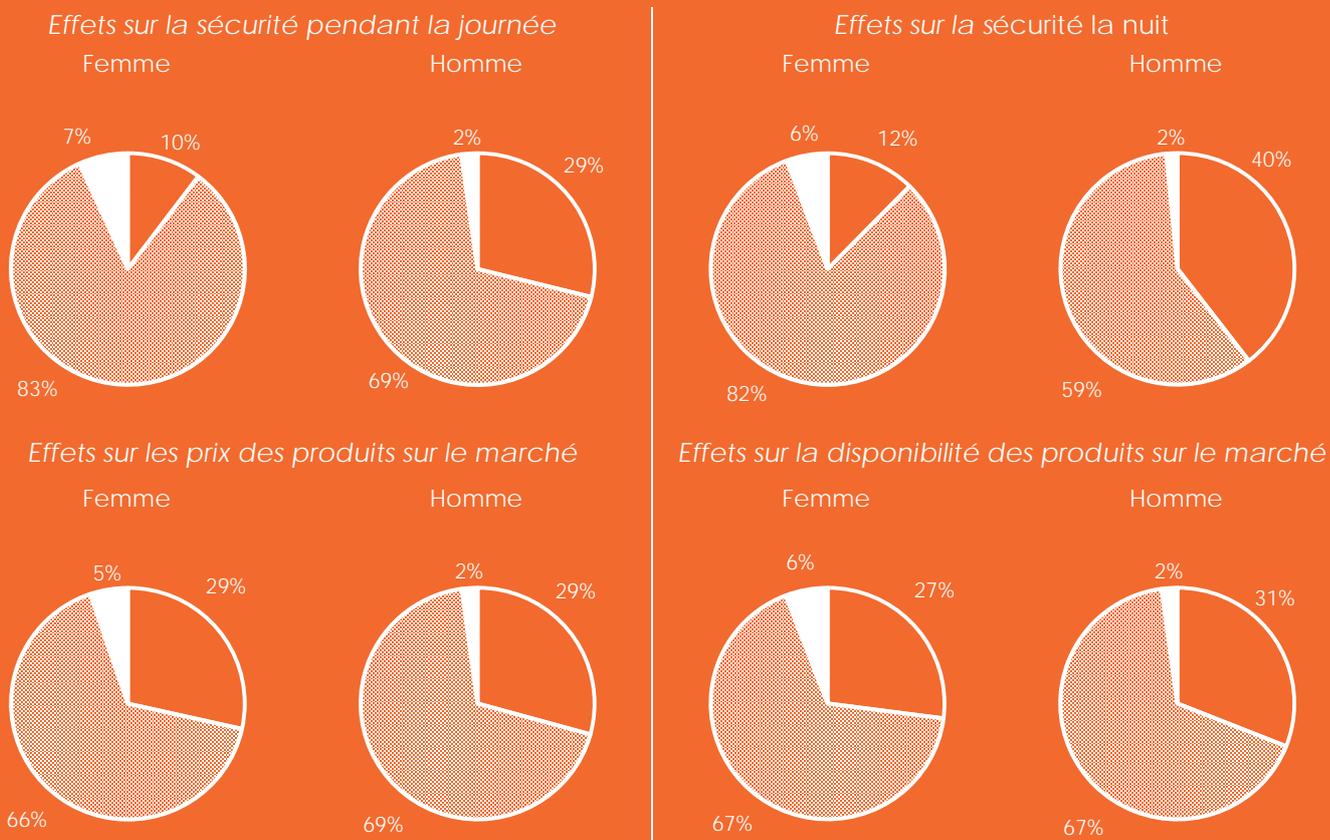
Considérant les effets de la crise burundaise sur la sécurité, les hommes sont plus fréquemment négatifs que les femmes – 29% des hommes pensent que leur sécurité dans les activités quotidiennes s’est dégradée, contre 10% des femmes ; et 40% des hommes estiment que leur sécurité pour marcher seul la nuit s’est dégradée, contre seulement 12% des femmes. Il y a moins de différences entre hommes et femmes concernant la perception de l’impact économique de la crise burundaise – 29% des hommes et 29% des femmes pensent que la crise a eu un impact négatif sur les prix au marché, et 31% des hommes et 27% des femmes soutiennent que la crise a eu un effet négatif sur la disponibilité des produits sur le marché.

Sentiment de sécurité dans Uvira (Ville et territoire - % sauf – très sauf)



Effets de la crise Burundaise (Uvira Ville et Territoire)

■ Effet négatif ■ Aucun effet ■ Autre réponse

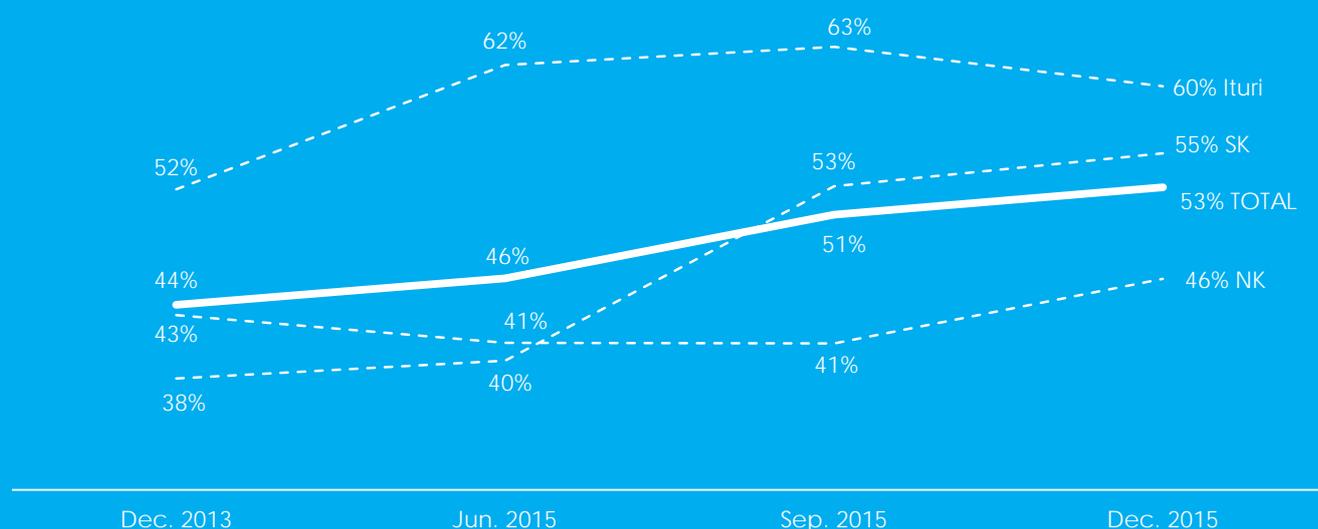


Données de Décembre 2015

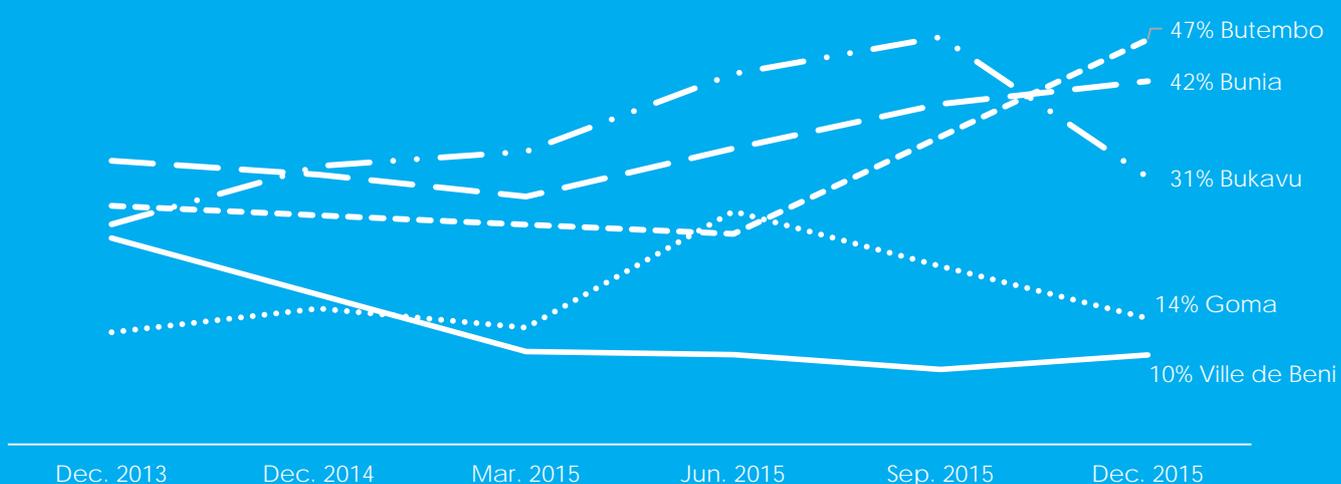
INSÉCURITÉ - Le sentiment d'insécurité reste fort dans les villes de Goma, Beni, malgré une amélioration globale

Les conflits persistants et la présence de groupes armés dans l'Est du Congo contribuent à un sentiment d'insécurité permanent au sein de la population. Toutefois, au quotidien, c'est la peur des vols et agressions (28%) et la présence de bandits (20%) qui sont les principales causes directes du sentiment d'insécurité. Entre 14 situations examinées, la situation dans laquelle les personnes interrogées se sentent le moins en sécurité est de marcher seul la nuit. Globalement le sentiment de sécurité en marchant seul la nuit s'améliore dans l'Est (de 44% à 53% entre décembre 2013 et décembre 2015), surtout au Sud-Kivu (de 38% à 55%). Le sentiment de sécurité est le plus bas au Nord-Kivu (Déc. 2015 - 46%) par rapport aux autres provinces et particulièrement dans les villes de Goma (Déc. 2015 - 14%) et de Beni (Déc. 2015 - 10%).

Sentiment de sécurité, marcher seul la nuit (% se sentant en sécurité / très en sécurité)
Evolution par province



Evolution par villes

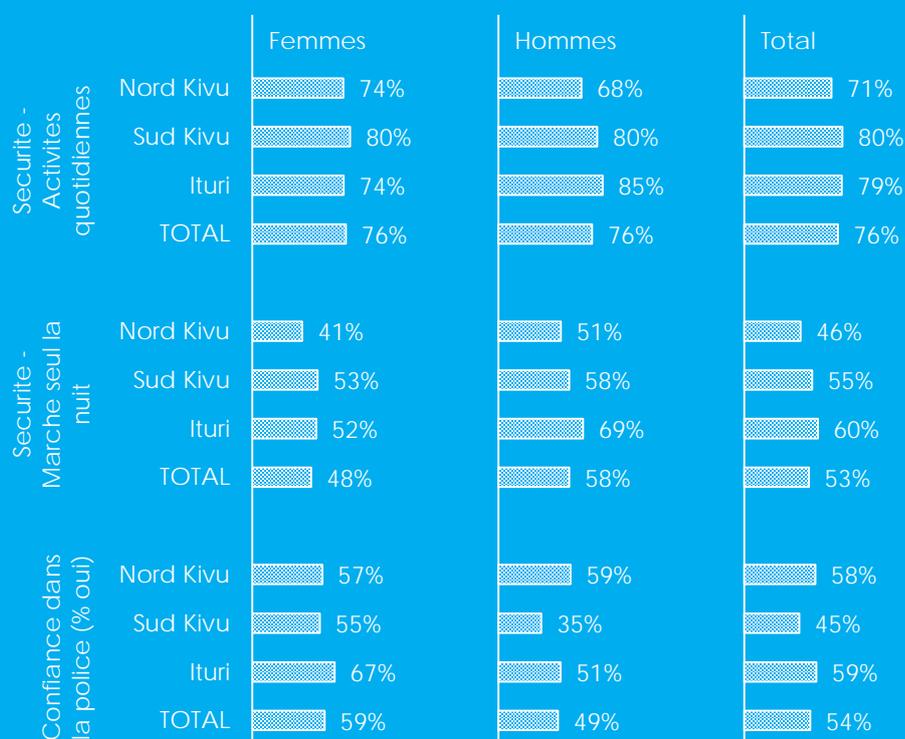


Données de Décembre 2013 à Décembre 2015

L'analyse globale du sentiment de sécurité masque des différences importantes entre femmes et hommes. Les données collectées entre septembre et décembre 2015 montrent que la relation entre genre et sentiment de sécurité n'est pas simple. Dans le Nord-Kivu, les femmes se sentent plus fréquemment en sécurité que les hommes dans leurs activités quotidiennes (74% v. 68%). Au Sud-Kivu, ces pourcentages sont similaires (80%), et en Ituri, ce sont les femmes qui se sentent moins fréquemment en sécurité que les hommes dans leurs activités quotidiennes (74% v. 85%). Dans toutes les provinces, les femmes se sentent moins en sécurité que les hommes en marchant la nuit, bien qu'il existe des différences par territoire.

En comparaison avec les hommes, les femmes font plus confiance à la police pour assurer leur sécurité au Sud-Kivu (55% v. 35%) et en Ituri (67% v. 51%). Au Nord-Kivu, la différence entre hommes et femmes n'est pas significative (57% v. 59%).

Sentiment de sécurité et genre (% se sentant en sécurité / très en sécurité)

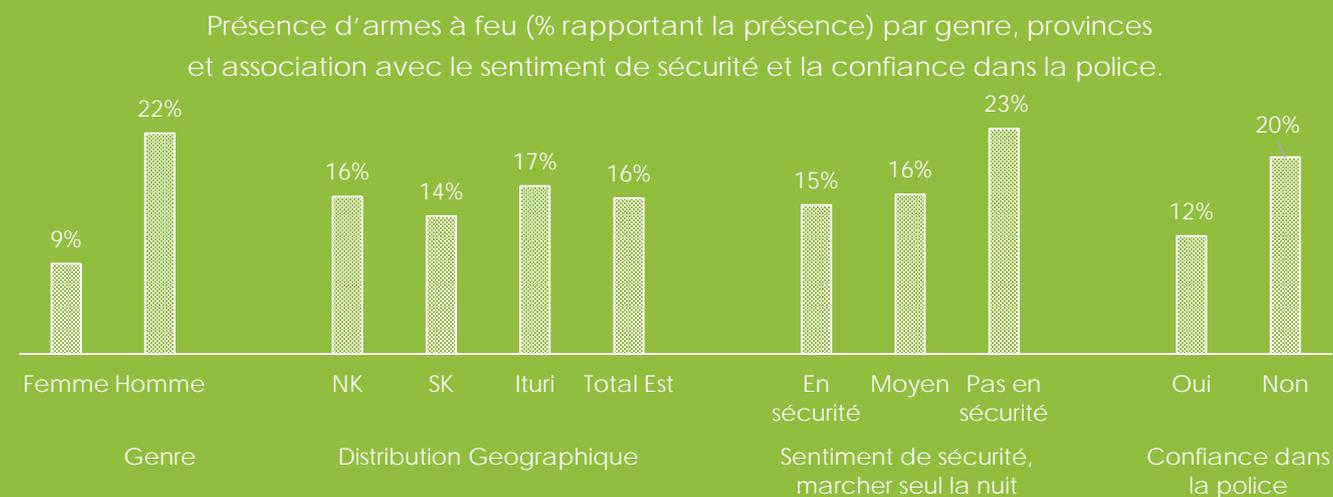


Données de Septembre et Décembre 2015

ARMES - La présence d'armes à feu pour des raisons de protection est associée à l'insécurité et le manque de confiance dans la police

Les conflits dans l'Est de la RDC ont comme corolaire une prolifération importante des armes de petits calibres dans la population. Selon une étude de 2011,¹ près de la moitié voire plus des personnes interrogées avaient entendu des détonations d'armes à feu dans leur village/quartier au cours des 6 mois précédents l'enquête. Selon la même enquête, 72% des personnes interrogées ont indiqué la présence probable ou certaines d'armes de petit calibre dans leur quartier ou village, mais seulement 9% ont reconnu la présence d'armes de petit calibre dans le ménage.

Sur base des sondages de septembre et décembre 2015, 16% des personnes interrogées ont reconnu qu'il y a des armes feu utilisées dans leur village ou quartier pour des raisons de défense et protection. La présence d'armes à feu pour des raisons de protection est plus mentionnée par les hommes (22%) que par les femmes (9%), et dans les territoires de Fizi (36%), Kalehe (33%) et Irumu (31%). Les résultats suggèrent également que la présence d'armes à feu pour des raisons de protection est associée au sentiment d'insécurité. Parmi les répondants se sentant en sécurité, 15% rapportent la présence d'armes à feu. Parmi les répondants ne se sentant pas en sécurité, 23% rapportent la présence d'armes à feu. Similairement le sentiment de confiance dans la police est associé à une moindre présence d'armes à feu dans le milieu. Ces résultats suggèrent qu'un renforcement du sentiment de sécurité et de la confiance dans la police pourrait être associé à une réduction de la présence d'armes dans le milieu.



Données de Septembre et Décembre 2015

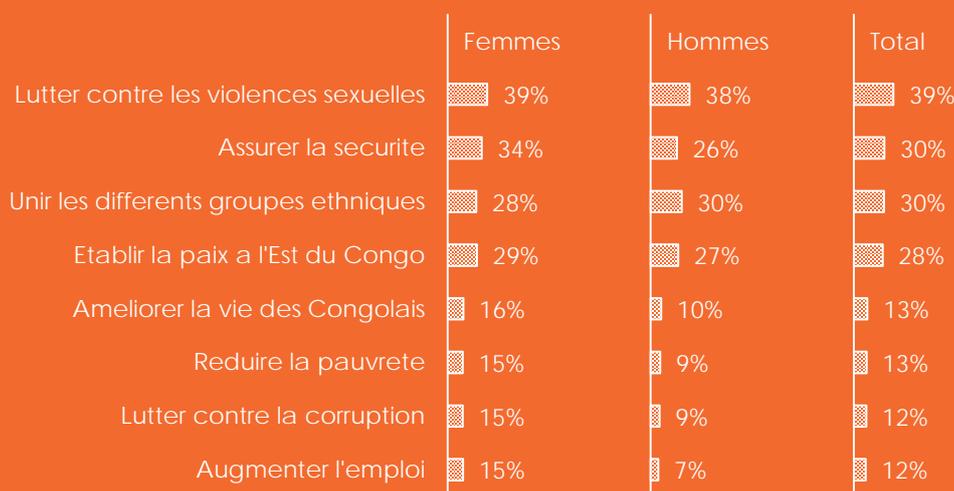
¹ Berghezan G, Zeebroek X (2011). Armes Légères à l'Est du Congo: Enquête sur la perception de l'insécurité, Bruxelles, Editions GRIP

ANALYSE DÉTAILLÉE – Les efforts de lutte contre les violences sexuelles sont perçus positivement, mais restent relativement méconnus

Le taux d'incidence de violences sexuelles durant les 12 mois précédents l'interview mis en évidence par les sondages est faible – environ 14 pour 1,000 parmi les femmes et 10 pour 1,000 parmi les hommes. Dans 33% des cas les femmes ont indiqué des expériences multiples au cours en 2015, et dans 40% des cas, des armes à feu avaient été utilisées. Par rapport à ces résultats, les expériences multiples sont moins fréquentes parmi les hommes (16%), et l'utilisation d'armes est aussi mentionnée moins fréquemment que par les femmes (18% v. 40%). Le taux d'incidence est inférieur à d'autres taux documentés dans l'Est du Congo allant de 44 pour 1000 au Sud Kivu à 64 pour 1000 au Nord-Kivu.² Ceci peut s'expliquer par des différences de définition et un format d'interview rapide qui ne favorise pas l'engagement sur des sujets sensibles et personnels, résultant en une sous-estimation de l'incidence réelle. Toutefois, le sujet des violences sexuelles a été exploré plus en détail et de façon indirecte lors du sondage de décembre 2015.

Le dernier sondage montre que sur l'ensemble des villes et territoires couverts en décembre 2015,³ 39% des personnes interrogées pensent que la lutte contre les violences sexuelles est une priorité du gouvernement, ils sont encore 39% qui jugent positivement les performances du gouvernement dans la lutte contre les violences sexuelles.

Perception des performances du gouvernement dans la lutte contre les violences sexuelles (% vues positives)*



*Seulement pour les territoires couverts en Décembre 2015 - Données de Décembre 2015

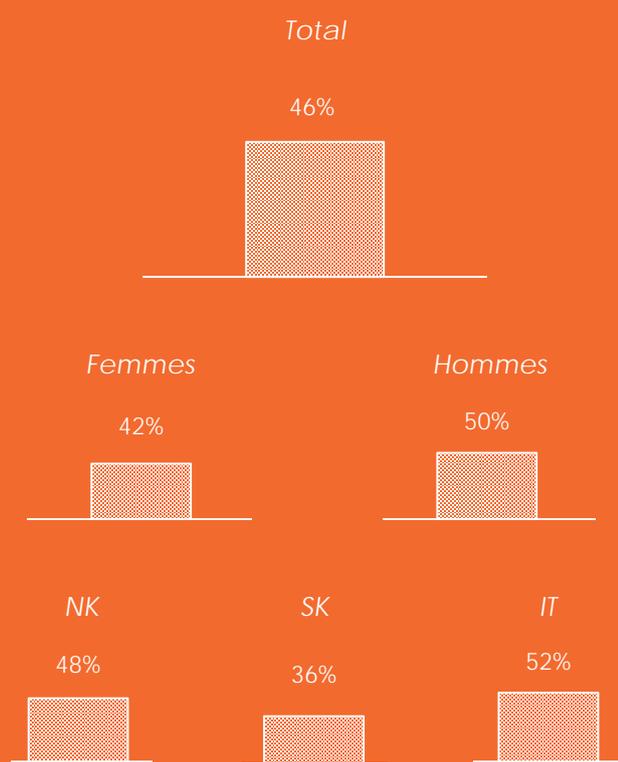
² Peterman A, Palermo T, Bredenkamp C. 2011. Estimates and Determinants of Sexual Violence against Women in the Democratic Republic of Congo. American journal of public health, 101(6), pp.1060-1067.

³ Les zones couvertes sont les villes de Goma, Beni, Butembo, Bukavu, Uvira, et Bunia, et les territoires de Lubero, Masisi, Rutshuru, Idjwi, Mwenga, Shabunda, Uvira, Aru, Irumu, et Mahagi. La moyenne régionale pour les villes et territoires couverts est obtenue en utilisant un facteur de pondération qui ajuste le résultat pour les différences de taille de la population entre strates.

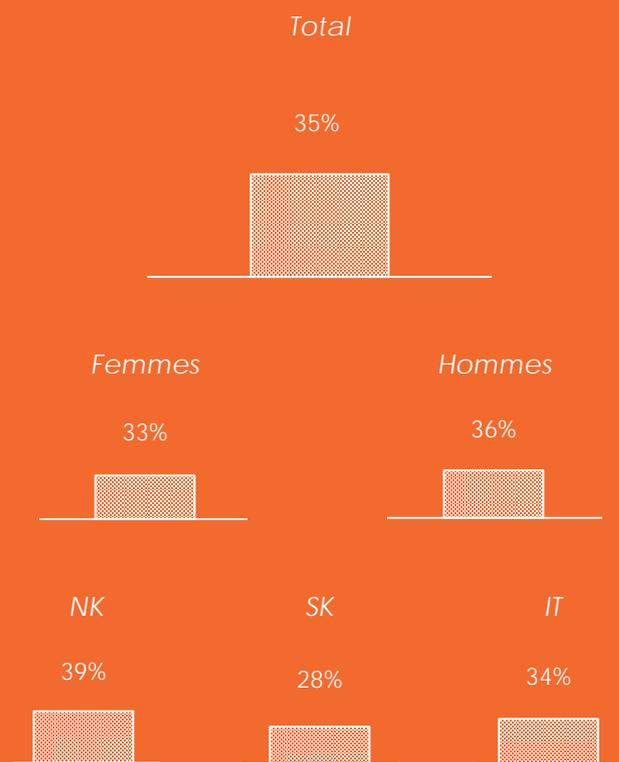
Bien que le pourcentage jugeant positivement les efforts du gouvernement en matière de lutte contre les violences sexuelles soit relativement bas, il est supérieur à la perception des performances du gouvernement dans tous les autres domaines envisagés, y compris les efforts de pacification (28% de perception positive), d'unification du peuple (30%) et de sécurisation des populations (30%), et nettement plus élevé que le pourcentage de vue positive par rapport aux efforts de réduction de la pauvreté (13%) de lutte contre la corruption (12%), et la création d'emplois (12%). Dans l'ensemble les femmes perçoivent positivement les efforts du gouvernement plus que les hommes, mais cette différence n'est pas significative en ce qui concerne les efforts de lutte contre les violences sexuelles.

Le même sondage examinait la perception des performances de la police et du système judiciaire dans leur travail avec les victimes de violence sexuelle. Le pourcentage jugeant ces efforts positivement sont de 35% et 46% respectivement. Il est similaire au pourcentage jugeant positivement les efforts du gouvernement (39%) dans ce domaine, et supérieur au pourcentage des personnes ayant confiance dans le système judiciaire civil (31% ont moyennement ou extrêmement confiance dans les zones couvertes de décembre 2015), mais inférieur au pourcentage des personnes ayant confiance dans la police pour assurer la sécurité (53% dans les zones couvertes en décembre 2015).

Perception des efforts du système judiciaire pour donner la justice aux victimes des violences sexuelles (% positif)*



Perception des efforts de la police pour enquêter les crimes de violences sexuelles (% positif)*



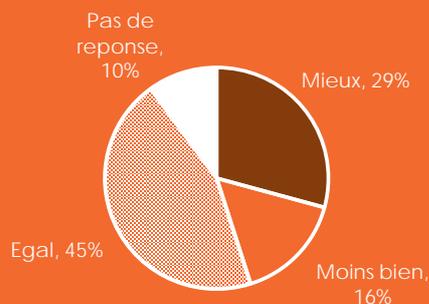
*Seulement pour les territoires couverts en Décembre 2015 - Données de Décembre 2015

La perception des efforts de lutte contre les violences sexuelles par le système judiciaire et la police est plus positive parmi les hommes (50% et 35% respectivement) comparé aux femmes (42% et 33%, respectivement). En termes de divisions administratives, les perceptions sont plus négatives dans les villes et territoires sondés dans le Sud-Kivu, surtout en ce qui concerne les performances du système

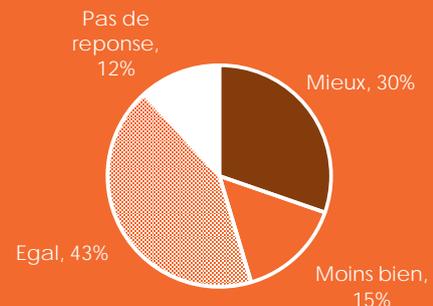
judiciaire (36% contre 48% dans les zones couvertes du Nord-Kivu, et 52% dans les zones couvertes de l'Ituri). Les efforts de la police sont le plus perçus positivement dans le Nord-Kivu (39% positif) en comparaison avec l'Ituri (34%) et le Sud-Kivu (28%).

Sur l'ensemble des zones couvertes en décembre 2015, une majorité de la population juge que les efforts du système judiciaire en matière de violence sexuelles sont meilleurs (29%) ou similaire (45%) par rapport à l'année précédente. L'amélioration des efforts du système judiciaire en matière de violence sexuelles est le plus notée dans les territoires de Masisi (46%) et Rutshuru (50%). Inversement, cette amélioration par rapport à l'année précédente est le moins fréquemment notée dans les territoires de Mahagi (32%) et Idjwi (32%). Les efforts du système judiciaire sont également jugés comme étant meilleurs (30%) ou similaires (41%) aux efforts fournis pour les autres crimes. La perception parmi les femmes est toutefois moins fréquemment positive. Juste 24% des femmes pensent que les victimes de violences sexuelles sont mieux servies aujourd'hui par rapport à l'année dernière contre 35% des hommes, et 64% des femmes pensent que les victimes de violences sexuelles sont mieux ou similairement servies par la justice que les autres victimes, contre 78% des hommes.

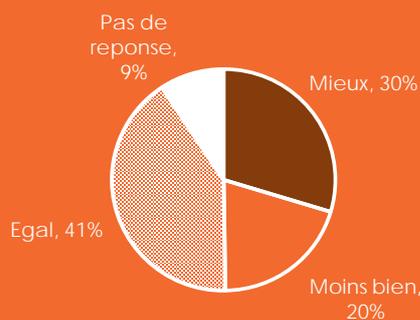
*Efforts du système judiciaire en matière de violence sexuelles par rapport à l'année précédente**



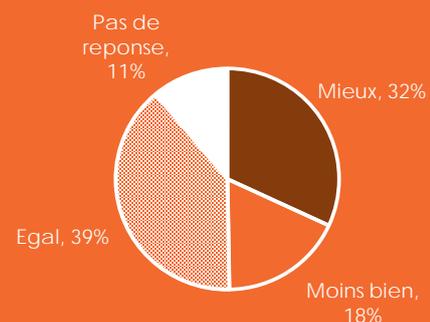
*Efforts de la police en matière de violence sexuelles par rapport à l'année précédente**



*Efforts du système judiciaire en matière de violence sexuelles par rapport aux autres crimes**



*Efforts de la police en matière de violence sexuelles par rapport aux autres crimes**

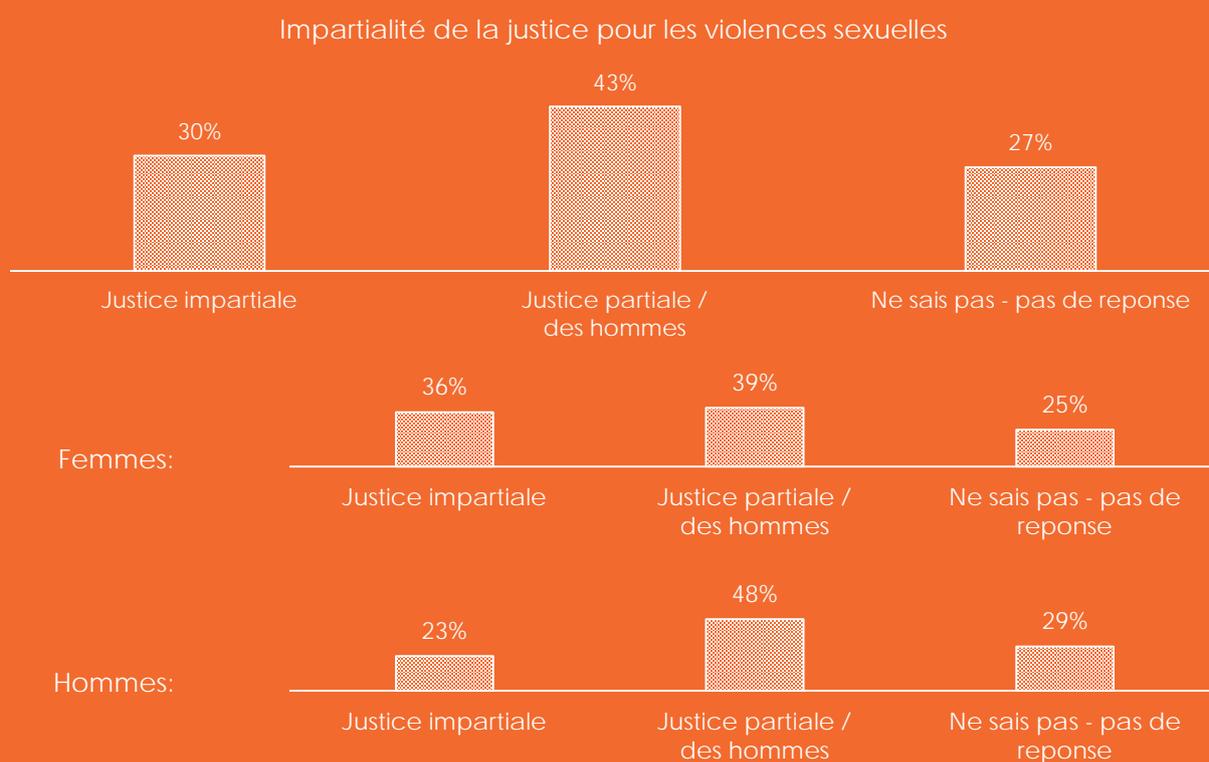


**Seulement pour les territoires couverts en Décembre 2015 - Données de Décembre 2015*

De façon similaire, les efforts de la police en matière de violence sexuelles sont perçus comme meilleurs (30%) ou égal (45%) par rapport à l'année précédente. Juste 15% jugent que ces efforts sont moins bons, surtout dans les territoires de Mahagi (33%) et Idjwi (30%). L'amélioration des efforts de la police en matière de violence sexuelles est notée dans les territoires de Masisi (48%) et Rutshuru (60%). Les efforts de la police en matière de violence sexuelles sont également jugés comme étant meilleurs (32%) ou similaires (37%) aux efforts fournis pour les autres crimes. Les efforts de la police sont perçus

différemment parmi les femmes et les hommes : 26% des femmes pensent que les victimes de violences sexuelles sont mieux servies aujourd’hui par rapport à l’année dernière contre 35% des hommes, et 64% des femmes pensent que les victimes de violences sexuelles sont mieux ou similairement servies par la justice que les autres victimes, contre 79% des hommes.

Malgré ces progrès, il reste des défis. Seulement la moitié des personnes interrogées en septembre et décembre 2015 ⁴ jugeaient que les personnes victimes de violences sexuelles pouvaient avoir leur cas jugés par les tribunaux (52%). C’est dans le Sud-Kivu que la possibilité d’avoir ce genre de cas jugés était le moins fréquemment notée (44%). Lorsque les personnes devaient juger de l’impartialité de la justice pour les violences sexuelles, seuls 30% jugeaient le système judiciaire impartial, alors que 43% parlaient de justice partielle, en faveur des hommes. Bien que les femmes étaient plus négatives que les hommes en matière de perception des efforts du système judiciaire pour rendre justice aux victimes de violences sexuelles, ce sont les hommes qui jugeaient ce système plus fréquemment partial (48%) compare aux femmes (39%). Ces résultats suggèrent que pour les femmes, la perception négative des efforts du système judiciaire en matière de justice pour les violences sexuelles n’est pas forcément lié à une perception de partialité, mais a d’autres éléments comme par exemple la protection des victimes, leur stigmatisation, ou le manque de résultats. Ces éléments seront explorés plus en détail.



Données de Septembre et Décembre 2015

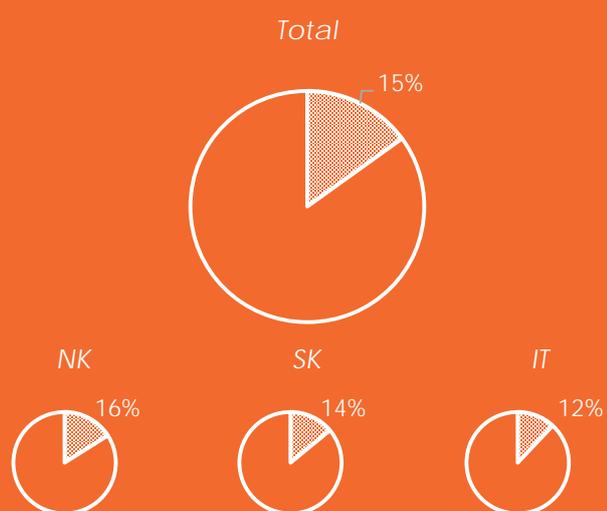
Selon le sondage de décembre 2015,⁵ bien que les efforts de lutte contre les violences sexuelles soient, relativement, perçus positivement par rapport à d’autres efforts du gouvernement, les initiatives majeures restent peu connues, y compris le travail du bureau de la représentante personnel du chef

⁴ Toutes les villes et territoires

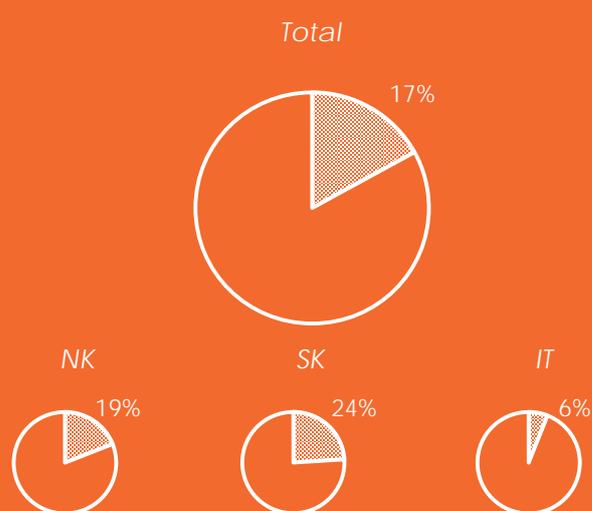
⁵ Villes de Goma, Beni, Butembo, Bukavu, Uvira, et Bunia, et les territoires de Lubero, Masisi, Rutshuru, Idjwi, Mwenga, Shabunda, Uvira, Aru, Irumu, et Mahagi.

de l'Etat pour lutter contre les violences sexuelles (14%), et la campagne "brisez le silence" (17%). Ces initiatives sont généralement moins connues en Ituri. Les résultats ne suggèrent pas de différences entre hommes et femmes dans le niveau de connaissance de ces initiatives. Toutefois, il faut noter que les femmes ont en moyenne un plus faible niveau d'éducation que les hommes, et le niveau d'éducation est significativement associé au niveau d'information sur les initiatives de lutte contre les violences sexuelles: plus de 24% des personnes ayant terminé les études secondaires ont entendu parler du travail du bureau de la représentante personnel du chef de l'Etat pour lutter contre les violences sexuelles, comparé à moins de 10% parmi ceux ayant ou pas fini leurs études primaires.

Entendu parler du travail du bureau de la représentante personnel du chef de l'Etat pour lutter contre les violences sexuelles (% oui)*



Entendu parler de la campagne "brisez le silence" (% oui)*

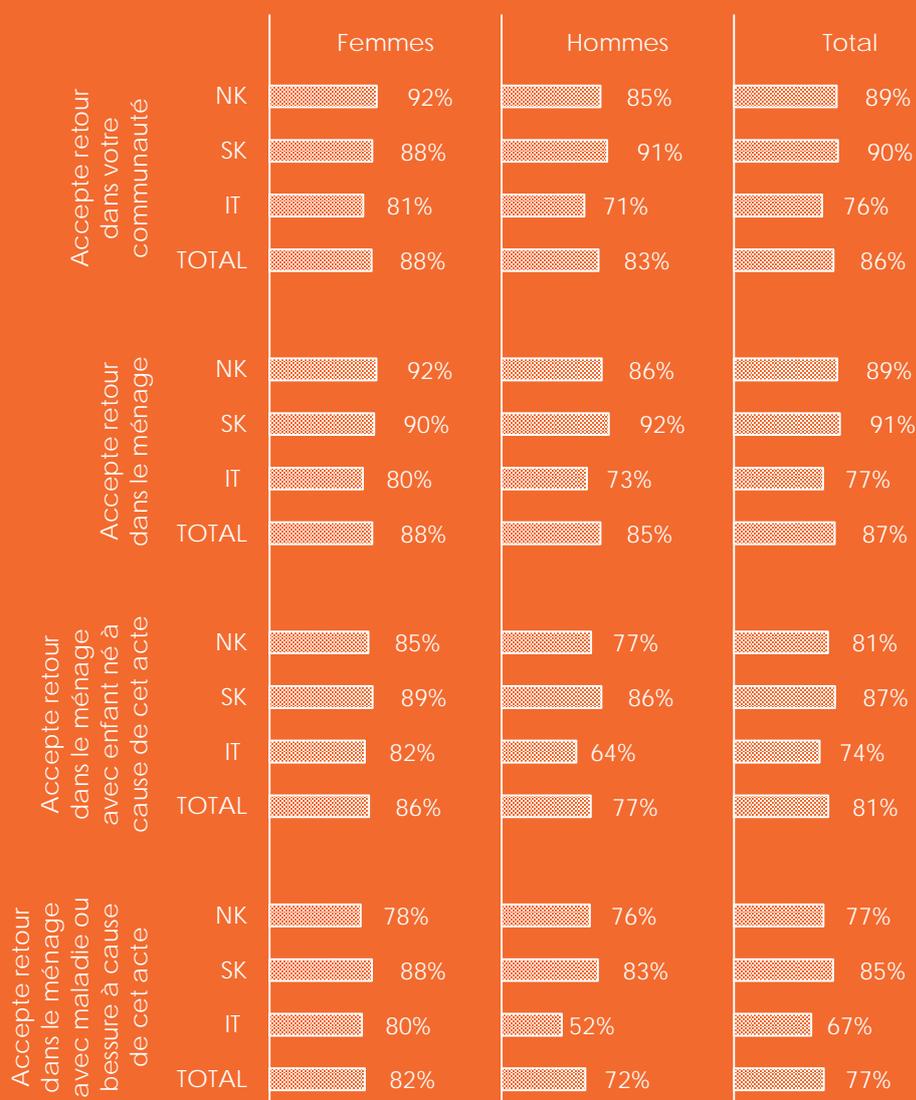


*Seulement pour les territoires couverts en Décembre 2015 - Données de Décembre 2015

Enfin, les sondages de septembre et décembre 2015 couvrant toutes les villes et territoires des trois provinces confirment l'acceptabilité – au moins en théorie – du retour de victimes de violences sexuelles dans la communauté ; une majorité (86%) accepterait le retour dans leur communauté d'une personne victime de violence sexuelle. Et le même pourcentage (87%), accepterait le retour dans leur ménage d'une personne victime de violence sexuelle. Le pourcentage de personnes acceptant le retour d'une femme victime de violence sexuelle diminue dans les cas où elle aurait eu un enfant à cause de cet acte (81%) ou en cas de conséquences sur la santé sous forme de maladie ou blessures (77%).

En général, les femmes acceptent plus fréquemment le retour d'autres femmes victimes de violence sexuelles que les hommes, que ce soit dans la communauté ou le ménage. Les différences entre hommes et femmes sont plus marquées considérant le retour dans le ménage d'une femme victime de violences sexuelles ayant conduit à la naissance d'un enfant (86% des femmes acceptent contre 77% des hommes), ou ayant conduit à des maladies ou blessures (82% des femmes acceptent contre 72% des hommes). La différence d'attitude entre genre est la plus marquée en Ituri. Par exemple, 80% des femmes en Ituri accepteraient le retour dans le ménage d'une femme victime de violences sexuelles ayant conduit à des maladies ou blessures contre 52% des hommes.

Acceptation du retour de femmes
victimes de violences sexuelles (% accepte)



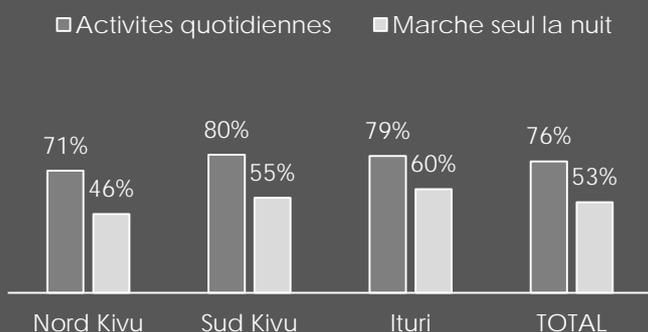
Données de Septembre - Décembre 2015

INDICATEURS CLÉS GLOBAUX (DEC. 2015)

Les indicateurs suivants sont suivis lors de tous les sondages. Les moyennes provinciales peuvent masquer des différences importantes par territoire– les résultats détaillés par territoire sont disponibles sur le site www.peacebuildingdata.org/drc. Les données agrégées sont basées sur les derniers sondages disponibles pour chaque territoire.

SENTIMENT DE SECURITE (% sauf – très sauf)

Dernières données (Sept. 2015 – Déc. 2015)

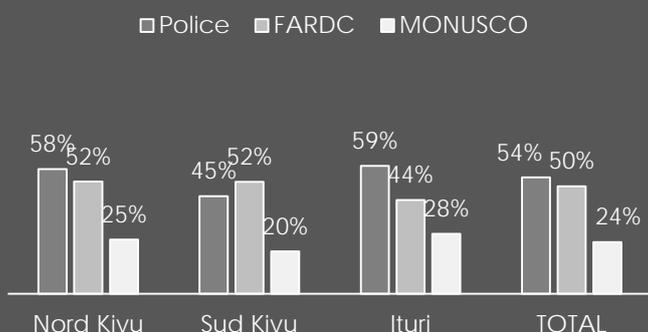


Tendances régionales (NK, SK, Ituri)

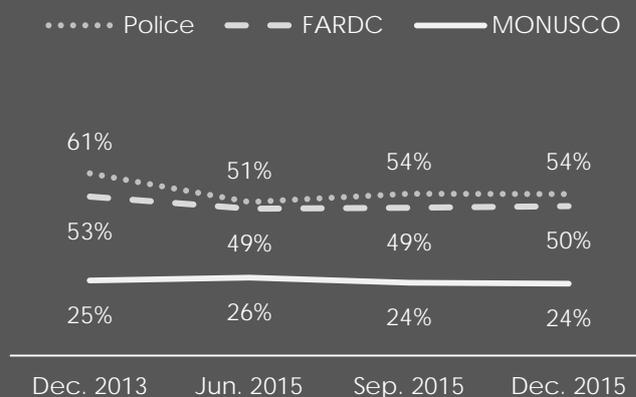


PERCEPTION DES ACTEURS DE LA SECURITE (% confiance pour assurer la sécurité)

Dernières données (Sept. 2015 – Déc. 2015)



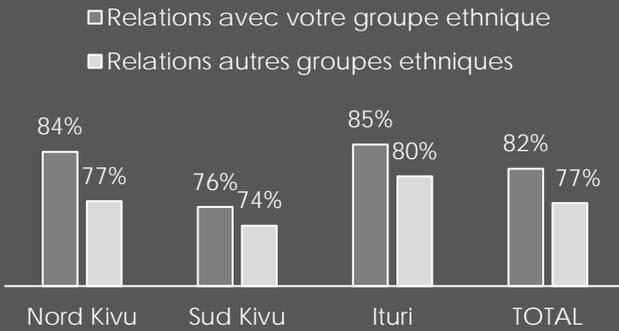
Tendances régionales (NK, SK, Ituri)



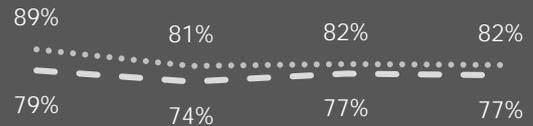
PERCEPTION DES RELATIONS INTRA- ET INTER- GROUPES (% bonnes – très bonnes)

Dernières données (Sept. 2015 – Déc. 2015)

Tendances régionales (NK, SK, Ituri)



..... Relations avec votre groupe ethnique
 - - - Relations autres groupes ethniques

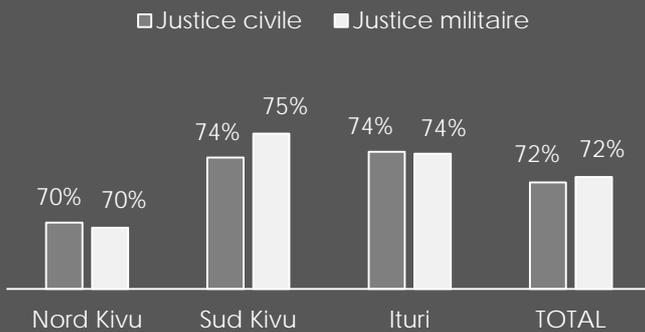


Dec. 2013 Jun. 2015 Sep. 2015 Dec. 2015

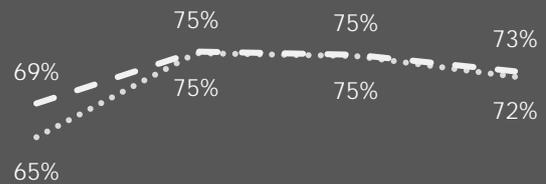
CONFIANCE DANS LA JUSTICE (% peu – aucune)

Dernières données (Sept. 2015 – Déc. 2015)

Tendances régionales (NK, SK, Ituri)



..... Justice civile - - - Justice militaire



Dec. 2013 Jun. 2015 Sep. 2015 Dec. 2015